

Après 30 ans et 300 M€ perdus l'île accouche de sa montagne

Consensus ou quasi, le rapport a été adopté par 48 voix, les trois conseillers communistes s'étant abstenus, hier. Pour le coup, c'est une vraie discussion qui s'est ouverte dans l'hémicycle. Chacun apportant son caïrn au débat

Trente ans que la montagne corse s'escalade, se parcourt, vit de sa réputation à travers ceux, passionnés ou néophytes, qui partent toute l'année à sa découverte.

Trente ans que l'intérieur tente de garder ses ancrages à travers des services publics, des écoles, des emplois. Trente ans que les villages abrités à flanc de massif s'accrochent pour survivre, plus que pour vivre parfois.

Trente ans sans que jamais une véritable politique n'ait été élaborée pour tout à la fois aménager, développer, protéger.

Au fil de des années, l'on n'a pas seulement laissé passer l'occasion de graver des échelons dans la cohésion du territoire insulaire. On a aussi laissé filer des enveloppes, de l'argent, une manne de fonds, quelque 300 millions d'euros, assurant les élus.

Rien d'étonnant, dès lors, à voir s'élever un consensus massif, hier, autour du rapport présenté par le conseiller territorial Jean-Félix Acquaviva et *in fine*, adopté par 48 voix pour, les trois élus communistes s'abstenant car en "désaccord" sur le principe visant à pouvoir utiliser l'enveloppe de continuité territoriale pour des projets structurants de l'intérieur. Ils ne seront certes pas les seuls. La différence, c'est



Sauver la montagne corse, ce n'est pas seulement la promouvoir à travers des images de carte postale. C'est surtout lui permettre de s'inscrire dans le cadre d'une politique dédiée. Pour lui faire gravir les sommets d'un développement intelligent. /PHOTOS MICHEL LUCCIONI

que les autres voteront le rapport.

Mais ce qui s'est révélé particulièrement intéressant, c'est surtout le débat entre les uns et les autres. Une vraie discussion ouverte, un cas d'école pour convenir de rendre non pas son honneur, plutôt sa place à la montagne corse. "C'est le premier schéma dont la Corse aurait dû se doter depuis longtemps", a posé en guise de première pierre à l'échange, celui qui outre, son mandat de

conseiller exécutif, est aussi président du comité de massif.

Des fonds, un dû

Dans l'hémicycle, on a d'abord salué toutes tendances confondues le travail réalisé par Jean-Félix Acquaviva depuis des mois. À commencer par la réactivation de ce même comité de massif.

La majorité territoriale s'est mise, sans surprise, à l'unisson. Mattea Casalta es-

time que le schéma "résume tout ce que nous pouvons espérer de mieux pour notre rural". Rosa Prosperi, quant à elle, que "nous avons su dépasser l'affect et les incantations pour arriver à ce plan de développement". Nadine Nivaggioni est à son tour convaincue que "le schéma ouvre la voie à la reconstruction de l'intérieur".

À gauche, pour Prima a Corsica, Marie-France Bartoli a acté "un schéma qui a la volonté de porter une méthode

tandis que Paul-Marie Bartoli qualifiait le rapport d'"extrêmement positif, allant dans le bon sens".

À droite, le groupe s'est "réjoui de l'adoption du schéma d'aménagement de la montagne et des amendements que nous avons proposés (par la voix de Stéphanie Grimaldi, ndlr) : ces derniers tendent à intégrer le rappel de délibérations antérieures en faveur du monde rural. Et à encadrer le financement qui constituait notre seule réserve

puisque, pour nous, le recours aux reliquats de la dotation de continuité territoriale doit rester une exception".

Ces reliquats auxquels l'Exécutif entend recourir pour des projets structurants dans l'intérieur constituent une pierre d'achoppement qui n'est pas nouvelle à droite. Ni à gauche, d'ailleurs, Paul-Marie Bartoli en a fait état, lui aussi.

À droite, Stéphanie Grimaldi a jugé qu'ils doivent avant tout "être mobilisés pour baisser le prix du transport ou réaliser des investissements sur les infrastructures portuaires et aéroportuaires, puis sur la route et le rail".

Reste encore la possibilité évoquée par Jean-Félix Acquaviva de réévaluer le fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT), un train que la Corse a regardé passer jusque-là. La droite a souscrit à l'idée, arguant que cela permettrait au fonds montagne CTC, évalué prévisionnellement à 49,5 millions d'euros sur sept ans - sur un financement total de 182,3 millions d'euros, toujours sur sept ans - d'être abondé automatiquement par la contribution versée à la CTC au titre du massif de Corse. Qui pourrait passer de 150 000 euros à 7 millions d'euros. La montagne corse vient de franchir un cap. Un col plutôt. **ANNE-C. CHABANON**

"Pour nous nationalistes, en filigrane de ce dossier, il y a notre combat"

Cette phrase, c'est Gilles Simeoni qui la prononce en tout fin du GR 20 de la discussion, après une matinée de randonnée orale à l'Assemblée de Corse. Et bien que le président de l'Exécutif évoque un "combat", il faut quand même avouer qu'en comparant avec le rapport sur le budget qui avait roulé sur son rocher sisyphien sur des pentes glissantes, le dossier montagneux aura été une verte prairie.

On l'a dit, débat enrichissant, propositions pour contribuer à faire avancer le schéma. Que Jean-Félix Acquaviva est prêt, dit-il, à reprendre. Notamment en termes de préconisations dans le domaine de la santé, Jo-

sette Risterucci ayant, entre autres, incité à "inclure une maison régionale des aînés".

Reste que le rapporteur du Schéma d'aménagement, de développement et de protection du massif de Corse ne dit pas que cela au moment de sa conclusion d'avant-vote. Il revient également sur l'utilisation de ce fameux excédent de l'enveloppe de continuité territoriale, réalisé grâce aux économies sur le maritime, en substance et sans refaire l'histoire.

"Au-delà de l'état d'esprit positif qui se dégage, nous avons une divergence de vues sur l'emploi du reliquat qui, pour certains d'entre vous, doit priori-

tairement être mobilisé en direction des ports, aéroports, routes et rails. De notre côté, nous assumons ce choix. Et nous l'assumons d'autant que ce reliquat est le produit effectif de notre politique. L'intérieur, la montagne ne sont pas des hochets, nous mettrons donc cet argent dans des infrastructures opérantes. D'ailleurs, depuis le 21 février (le vote à l'Assemblée nationale, Ndlr), c'est la loi. Nous n'allons quand même pas nous restreindre en attendant que l'on résolve l'erreur des 150 000 € alors qu'il y a péril en la demeure".

Le président de l'Exécutif opine du chef, dans la foulée. "Ce rapport,

cette démarche sont des actes politiques fondamentaux, consubstantiels de notre engagement militant d'hier et d'aujourd'hui.

"Celles et ceux qui se sont fédérés autour du schéma ont besoin de ce signal. Avec des écoles qui s'ouvrent, des services publics qui demeurent dans le territoire."

On l'a compris, après la compagnie maritime et l'adoption du schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), le vote d'hier signe l'acte III de la mandature nationaliste.



Gilles Simeoni : "L'étape franchie aujourd'hui est décisive."

A.-C.C.

727142

Nouvelle Collection 2017

PRIX DE LANCEMENT **1690€*** ~~2190€~~
à partir de 1700€ TTC

Opéra. Canapé d'angle 5 places en tissu. Fabriqué en Europe.

* CANAPÉ 5 PLACES OPÉRA € 204 x 208 x 91 - 174 x 97 cm - 1160 € au lieu de 2190 € (dont 1700 € TTC) - 6000-portsports. PRIX DE LANCEMENT TTC maximum conseillé, valable uniquement dans le tissu présenté dans deux coloris gris n°14, non livrable d'office en magasin, valable jusqu'au 06/05/2017. Tous droits réservés. © 2016 Cuir Center. Réglez à gauche et à droite. Pour régler votre dossier, contactez votre conseiller. Stockage en magasin et livraison de particuliers. Assurez et assurez-vous avant l'achat. Disponibilité dans d'autres revêtements et autres coloris (sur factures en magasin). Coussins dans un option.

**OUVERT DU LUNDI
AU SAMEDI
DE 9H30 À 19H
DIMANCHE DE 14H À 19H**



ZAE d'Erbajolo - Chemin d'Agliani
20600 BASTIA - Tél 04 95 47 42 75